



Le 24 août dernier, Emmanuel Macron, lors d'une allocution télévisée, appelait à une grande unité nationale et nous annonçait « la fin de l'abondance ».

La fin de l'abondance, alors que 9 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté en France ; alors que depuis plusieurs mois, dans tous les secteurs, on constate l'augmentation des dépenses courantes, du prix de l'énergie, du carburant, des prix alimentaires...

Pour les salariés et employés, seules des miettes sont distribuées. Les mesurettees annoncées, 100 euros de chèque énergie, 100 euros d'indemnité inflation et le gel du prix du gaz, restent largement insuffisantes, ponctuelles et ne compensent pas ce décrochage.

De maigres revalorisations ont été annoncées en ce début d'année : 2,9 % des indemnités chômage ou de 4 % pour les pensions et 3,5 % du point d'indice dans la fonction publique, alors la longue période sans revalorisation a conduit à une perte de pouvoir d'achat de plus de 23 points depuis 2000 pour les fonctionnaires.

Loin de compenser l'inflation qui atteint 5,9 % sur un an...

Dans le secteur privé, le patronat n'a quasiment rien distribué dans les Négociations Annuelles Obligatoires et n'utilise qu'avec parcimonie la prime Macron.

Il est difficile, voire indécent, de faire de grands discours sacrificiels sans jamais s'adresser aux plus aisés. Il n'est pas vrai de dire que la hausse des salaires sera responsable d'encore plus d'inflation. Elle est la légitime et nécessaire reconnaissance des travailleurs. Eux la voient uniquement comme la réduction de leurs profits...

Pourtant, les dividendes versés par les entreprises à leurs actionnaires ont explosé les records précédents au cours du deuxième trimestre 2022 : les groupes du CAC 40 ont réalisé un bénéfice cumulé de 81,3 milliards d'euros. Soit 20 milliards d'euros de plus que sur la même période de l'an dernier.

Les dividendes mondiaux sont désormais supérieurs au niveau record qu'ils ont atteint avant la pandémie.

De plus, les grands groupes qui ont réalisé les plus gros profits ces derniers mois dans les domaines de la finance, de l'énergie, du transport ou de l'industrie se retrouvent parmi les plus gros pollueurs. Nous ne devons pas dissocier enjeux économique et écologique.

Malgré cela, le gouvernement refuse toujours de taxer les super profits. De nombreux pays européens ont pourtant franchi le cap. Même le secrétaire général de l'ONU, António Guterres exhorte les gouvernements à taxer ces profits excessifs et à utiliser les fonds pour soutenir les personnes les plus vulnérables.

En France, alors que les mesures de ce gouvernement ont favorisé les détenteurs du capital, les plus riches, nous connaissons les réformes à venir : les retraites et l'assurance chômage. Toujours sur les mêmes qu'on tape !

Il est temps de récompenser le travail à sa juste valeur, sans lequel aucun de leurs profits ne seraient possibles !

Nous devons nous unir, nous devons inverser le rapport de force ! Il y a des mesures urgentes à prendre :

- un SMIC à 1 700 euros net
- une réelle revalorisation du point d'indice dans la fonction publique
- l'égalité salariale et la revalorisation des métiers les plus féminisés
- des augmentations de salaires, pensions, minima sociaux de 400 euros
- un écart de salaires de 1 à 5 (entre les plus bas et plus hauts salaires dans les entreprises, administrations)
- le RSA pour les moins de 25 ans
- la retraite à 60 ans max avec 37,5 annuités
- l'arrêt de la casse des services publics

Nous vous remercions d'avoir répondu présent aujourd'hui. Bon courage à toutes et à tous. On ne lâche rien !